

Constantinos Salonidis

Associée

Washington, D.C.

TÉL. : +1.202.261.7332

FAX : +1.202.785.6687

EMAIL : csalonidis@foleyhoag.com

Constantinos Salonidis est un associé de la pratique contentieux et arbitrage internationaux de Foley Hoag, à Washington, DC. Il est spécialisé dans le règlement de différends internationaux, plus particulièrement dans le cadre d'affaires portées devant la Cour Internationale de Justice et des jurys d'arbitrage administrées en vertu des Règlements d'arbitrage du CIRDI (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements), de la CNUDCI (Commission des Nations unies pour le droit commercial international) et de la CCI (Chambre de commerce internationale), et dans le cadre de procédures associées devant diverses instances. Constantinos a représenté plusieurs États européens, asiatiques et latino-américains dans le cadre d'affaires liées aux traités d'investissement impliquant divers secteurs, tels que le secteur bancaire, les hydrocarbures, l'assurance médicale, le tabac, les opérations portuaires, la fabrication de l'acier, la fabrication automobile et l'exploitation minière. Constantinos conseille régulièrement les états souverains et parties privées au sujet d'un grand nombre de problématiques de droit international privé et public, y compris la délimitation maritime et d'autres lois sur les questions maritimes, les titres territoriaux, la négociation de traités, la contestation de décisions arbitrales et le respect des obligations en vertu de traités d'investissement internationaux. Il a été nommé comme conciliateur sur le panel de conciliateurs du CIRDI par la République slovaque et sur le panel d'arbitres et de médiateurs du Centre asiatique d'arbitrage international.

Constantinos a fait partie de l'équipe juridique qui a représenté avec succès le Royaume de Belgique dans le cadre d'une requête de 2 milliards \$ intentée par un assureur chinois, Ping An, obtenant le rejet complet de la requête sur le fondement du manque de compétence *ratione temporis*. Il a représenté avec succès l'Uruguay contre Philip Morris International dans le cadre d'une affaire liée à une plainte de déni de justice survenant d'une requête contre la réglementation anti-tabac auprès de la plus haute cour administrative de l'Uruguay. Constantinos a aussi fait partie de l'équipe juridique qui a représenté avec succès la République slovaque dans le cadre de deux affaires liées à une réforme du système d'assurance médicale, obtenant dans les deux cas un rejet complet des requêtes sur le fondement de nouveaux arguments juridictionnels.

Avant de rejoindre Foley Hoag, Constantinos a travaillé en tant que « fellow » sur le droit international public pour l'Académie d'Athènes, le Bureau des institutions internationales et constitutionnelles, et pour le ministère grec des Affaires étrangères. Il intervient fréquemment dans des institutions académiques et conférences sur le secteur aux États-Unis et à l'étranger, ainsi qu'à des conférences dédiées à la formation des cadres sur les traités d'investissement et l'arbitrage à l'attention des représentants gouvernementaux, tenues chaque année à la faculté de droit de Columbia. Constantinos a également servi de conseiller juridique externe auprès de la délégation grecque lors des discussions de la CNUDCI sur la réforme de l'ISDS, et en tant qu'expert pour le projet de l'Organisation des États américains sur le rôle du pouvoir judiciaire dans l'arbitrage commercial international. Il détient le prestigieux Diplôme de droit international public de l'Académie de droit international de la Haye (2006) qui est rarement attribué. En 2018, il était directeur des études en anglais pour la session de droit international public de l'Académie.

BARREAU

- Admis à New York ; admis en Grèce et en qualité de Conseiller juridique spécial du District de Columbia

DOMAINES

Contentieux et Arbitrage internationaux

Cour Internationale de Justice

Arbitrage entre investisseurs et États

Différends sur les frontières maritimes et terrestres

Droit international public

Arbitrage commercial

ÉTUDES

Faculté de droit de la Democritus University of Thrace, Doctorat, 2010

Georgetown Law Center, Maîtrise de droit (LL.M.) en Études de droit international, 2010

Hague Academy of International Law, Diplôme de droit public international, 2006

Faculté de droit de la Democritus University of Thrace, Maîtrise de droit en droit international public, 2005

Faculté de droit de la Democritus University of Thrace, Licence de droit, 2001

LANGUES

Anglais, Grec, Espagnol

EXPÉRIENCE

Arbitrages et contentieux entre États et conseils aux États souverains

- *Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article 84 de la Convention relative à l'aviation civile internationale (Bahreïn, Égypte, Arabie saoudite et Émirats arabes unis c. Qatar) et appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article II, section 2, de l'Accord de 1944 sur le transit des services aériens internationaux (Bahreïn, Égypte et Émirats arabes unis c. Qatar).* Représentation de l'État du Qatar dans le cadre d'une procédure devant la Cour Internationale de Justice qui a interjeté appel de décisions relatives à la compétence du Conseil de l'OACI.
- *Application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Qatar c. EAU).* Représentation de l'État du Qatar dans le cadre de ladite procédure devant la Cour Internationale de Justice à la suite de violations de la Convention par les EAU.
- *Les Philippines c. la Chine.* Représentation des Philippines dans le cadre de l'arbitrage historique en vertu de l'Annexe VII du CNUDM pour déterminer les droits maritimes des Philippines et de la Chine en mer de Chine méridionale.
- *La République de l'Équateur. c. les États-Unis d'Amérique.* Représentation de la République de l'Équateur dans le cadre d'un arbitrage révolutionnaire mené en vertu des dispositions concernant le règlement de différends entre États du traité bilatéral d'investissement Équateur – États-Unis, arbitrage relatif à l'interprétation et à l'application de l'article II (7) (la disposition sur les « moyens efficaces ») du traité.
- *Affaire relative au différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie).* Représentation du Nicaragua pour le défendre contre la tentative du Costa Rica et du Honduras d'intervenir dans la procédure.
- Représentation d'un État africain sur un différend territorial et maritime avec un pays voisin.
- Représentation d'un État latino-américain sur un différend territorial.

Arbitrage portant sur les traités entre investisseurs et États

- *Louis Dreyfus Armateurs SAS c. la République de l'Inde.* Représentation de l'Inde dans le cadre d'un arbitrage CNUDCI lié à un contrat concernant la fourniture et l'utilisation de matériel de cargaison de l'État indien du Bengale-Occidental en vertu du traité bilatéral d'investissement entre l'Inde et la France.
- *Thomas Gosling et autres demandeurs c. la République de Maurice.* Représentation de la République de Maurice dans le cadre d'un arbitrage CIRDI lié à des investissements présumés dans des projets immobiliers à Maurice en vertu du traité bilatéral d'investissement entre le Royaume-Uni et la République de Maurice.
- *Nissan Motors Ltd. c. la République de l'Inde.* Représentation de l'Inde dans le cadre d'un arbitrage CNUDCI en vertu de l'Accord de partenariat économique complet conclu entre l'Inde et le Japon résultant du prétendu non-paiement de remboursements d'impôts concernant les activités d'un projet automobile intégré dans l'État indien du Tamil Nadu.

- *Merck Sharpe & Dohme (I.A.) c. la République de l'Équateur.* Représentation de la République de l'Équateur dans le cadre d'un arbitrage CNUDCI en vertu du traité bilatéral d'investissement Équateur – États-Unis résultant du traitement présumé d'un investisseur étranger par le pouvoir judiciaire équatorien.
 - *Philip Morris Brands et autres demandeurs c. la République orientale de l'Uruguay.* Représentation de l'Uruguay dans le cadre d'un arbitrage CIRDI engagé en vertu du traité bilatéral d'investissement Uruguay – Suisse concernant la réglementation uruguayenne du conditionnement de paquets de cigarettes et des avertissements sanitaires, et la décision de justice relative aux contestations, par l'investisseur, des réglementations administratives nationales. Les requêtes du demandeur ont été rejetées pour être dénuées de fondement.
 - *Ping An Life Insurance Company of China, Limited & Ping An Insurance (Group) Company of China, Limited c. Le Royaume de Belgique.* Représentation de la Belgique dans le cadre d'un arbitrage CIRDI en vertu du traité bilatéral d'investissement Belgique – Chine lié à des mesures dans le secteur de services financiers. L'affaire a été rejetée pour manque de compétence à l'égard des allégations de l'investisseur.
 - *European American Investment Bank AG (Austria) c. la République slovaque.* Représentation de la République slovaque dans le cadre d'un arbitrage CNUDCI en vertu du traité bilatéral d'investissement Autriche – République slovaque résultant de changements dans le secteur de l'assurance maladie slovaque. L'affaire a été rejetée pour manque de compétence à l'égard des allégations de l'investisseur.
 - *Achmea B.C. c. la République slovaque.* Représentation de la Slovaquie dans le cadre d'un arbitrage CNUDCI en vertu du traité bilatéral d'investissement Slovaquie – Pays-Bas concernant des mesures présumées dans le secteur de l'assurance médicale. L'affaire a été rejetée pour manque de compétence à l'égard des allégations de l'investisseur.
 - *Vannessa Ventures Ltd c. la République bolivarienne du Venezuela.* Représentation du Venezuela dans le cadre d'un arbitrage CIRDI (mécanisme supplémentaire) en vertu du traité bilatéral d'investissement Canada – Venezuela, l'action des demandeurs ayant été finalement jugée sans fondement.
 - *Slovak Gas Holding BV, GDF International SAS & E.ON Ruhrgas International GmbH c. la République slovaque.* Représentation de la République slovaque dans le cadre d'un arbitrage CIRDI en vertu du Traité sur la charte de l'énergie issu des changements dans le secteur de l'énergie slovaque, l'arbitrage s'étant soldé par un accord de règlement favorable à la Slovaquie.
 - *Murphy Exploration & Production Company- International c. la République de l'Équateur.* Représentation de la République de l'Équateur dans le cadre d'un arbitrage CNUDCI en vertu du traité d'investissement bilatéral entre l'Équateur et les États-Unis, arbitrage lié à des changements dans la législation nationale concernant l'exploitation des ressources pétrolières en Équateur. Le demandeur n'a reçu qu'une partie des dommages-intérêts réclamés (environ 5 %).
- City-State N.V et autres demandeurs c. l'Ukraine.* Représentation de l'Ukraine dans le cadre d'un arbitrage CIRDI en application du traité bilatéral d'investissement entre l'Ukraine et les Pays-Bas dans le prolongement de

mesures prises dans le secteur bancaire et financier ukrainien. Les demandeurs ont obtenu des dommages-intérêts s'élevant à moins d'un tiers du montant initial réclamé.

- *Tenaris S.A. et Talta - Trading e Marketing Sociedade Unipessoal Lda. c. la République bolivarienne du Venezuela.* Représentation du Venezuela dans le cadre de deux arbitrages CIRDI en vertu des traités bilatéraux d'investissement Luxembourg, Portugal – Venezuela, arbitrage découlant de mesures prétendument influentes sur les investissements des demandeurs dans l'industrie sidérurgique du Venezuela. En première instance, les demandeurs ont obtenu des dommages-intérêts s'élevant à moins d'un quart du montant initial réclamé ; en deuxième instance, ils s'élevaient à moins d'un tiers.

Arbitrage commercial international

- Représentation d'une entreprise publique d'ingénierie navale dans le cadre d'un arbitrage CCI lié à la violation d'un contrat concernant l'entretien et la réparation de deux sous-marins.

PARCOURS PROFESSIONNEL

- Grèce, ministère des Affaires étrangères, Centre pour la recherche et la planification, 2008-2009
- Grèce, Académie d'Athènes, Bureau des institutions internationales et constitutionnelles, 2006-2009

DISTINCTIONS

- Who's Who Legal : Arbitration 2019 – Futurs dirigeants
- Directeur des études pour le droit public international, Académie de Droit International de La Haye (session 2018)

ENGAGEMENTS

- Panel de conciliateurs (nommé par la République slovaque), CIRDI
- Panel d'arbitres et de médiateurs, Centre régional d'arbitrage de Kuala Lumpur
- Panel de résolution de différends sur les noms de domaines, Centre asiatique d'arbitrage international

PUBLICATIONS

- *"Denial of Justice"* [dans :] *RESEARCH PERSPECTIVES IN INTERNATIONAL LAW AND ARBITRATION* (à paraître)
- *CANONS OF CONSTRUCTION AND OTHER INTERPRETIVE PRINCIPLES IN PUBLIC INTERNATIONAL LAW* (coéditeur (avec J. Klingler & Y. Parkhomenko), Kluwer, à paraître)
- *"International Commercial Arbitration : Cyprus," GLOBAL ARBITRATION REVIEW*, 2018
- *"International Commercial Arbitration: Greece," Global Arbitration Review* (2018).

- *NATURAL RESOURCES AND THE LAW OF THE SEA* (co-éditeur (avec L. Martin et C. Hioureas), Juris Publishing, 2017)
- *Inherent Powers of ICSID Tribunals* [dans :] I. Laird and T. Weiler (éditeurs), *INVESTMENT TREATY ARBITRATION AND INTERNATIONAL LAW* 43 (Juris Publishing, 2012)
- *David's Sling: Cross-Agreement Retaliation in International Trade Disputes*, 45(2) *JOURNAL OF WORLD TRADE* 457 (2011) (avec A. Mitchell)
- "The Sources of International Law" [dans :] K. Antonopoulos & K. Magliveras (éditeurs) *THE LAW OF THE INTERNATIONAL SOCIETY* (Nomiki Bibliothiki, 2011/2014/2017) (en grec)
- "Post-Conflict Amnesties in Non-International Armed Conflicts", [dans :] *RULES AND INSTITUTIONS OF INTERNATIONAL HUMANITARIAN LAW PUT TO THE TEST OF RECENT ARMED CONFLICTS* 863 (éditeurs: M. Matheson & D. Momtaz, Publications M. Nijhoff, 2010)
- "The International Criminal Court as a Mechanism of Social Dynamic: Some Preliminary Thoughts on the Political Function of the Court" [dans :] S. Perrakis (éditeur), *INTERNATIONAL JUSTICE IN THE 21ST CENTURY: CHALLENGES AND PERSPECTIVES*, (Ant. N. Sakkoulas Publishers: Athènes -Komotini, 2010) (en grec)
- "The Extent of the Obligation to Extradite or Prosecute Grave Breaches of International Humanitarian Law", [dans :] *ARMED CONFLICTS AND INTERNATIONAL HUMANITARIAN LAW 150 YEARS AFTER SOLFERINO: ACQUIS AND PROSPECTS* 613 (éditeurs : S. Perrakis & D. Marouda, Bruylant, 2009)
- "United Nations Practice towards Amnesty for International Crimes: A Critical Appraisal" [dans :] S. Perrakis (éditeur), *VIEWS ON THE LEGAL AND POLITICAL ASPECTS OF INTERNATIONAL ORGANIZATION* 627 (Ant. N. Sakkoulas Publishers: Athènes -Komotini, 2009) (en grec)
- "Civil Liability of Classification Societies: Recent Developments in International and European Union Law" [dans :] G. Tsaltas (éditeur), *ENVIRONMENT AND MARITIME TRANSPORTS: IN SEARCH OF A SUSTAINABLE MOBILITY* 249 (I. Sideris: Athènes 2008) (en grec)
- *INTERNATIONAL LAW, SOFT LAW AND EXTRALEGAL TECHNIQUES OF NORMATIVE REGULATION* (Ant. N. Sakkoulas Publishers, 2005) (en grec)

DISCOURS ET PRESENTATIONS

- Conférencier invité récurrent dans le cadre du Programme de formation des cadres sur l'arbitrage des investissements à l'attention des représentants de gouvernements, tenu chaque année au *Columbia Center for Sustainable Investment*, à la faculté de droit de Columbia, à New York.
- Modérateur, *Investor-State Dispute Settlement 2.0: Stakeholder Perspectives on Recent Developments in the European Union's Multilateral Investment Court Project*, Nations unies, 27 avril 2018.

- Modérateur, *Best Practices in International Arbitration and Recent Developments*, Georgetown University Law Center, 24 octobre 2016
- *International Litigation and Arbitration of Disputes under UNCLOS*, conférence lors de la vingt-et-unième session de l'Académie de Rhodes sur la loi et la politique en matière d'océans, Rhodes, Grèce, 12 juillet 2016.
- *PMI c. Uruguay*, présentation lors du deuxième colloque biennal du Réseau Mondial de droit économique, tenu à la faculté de droit de Melbourne, Australie 19-20 mai, 2016
- *Jurisdiction Ratione Temporis*, présentation lors de la Conférence du Centre régional d'arbitrage de Kuala Lumpur sur l'arbitrage d'investissement international, Kuala Lumpur, Malaisie, 10-11 mars, 2016.
- Modérateur, *The Exploration and Exploitation of Resources in Areas under National Jurisdiction*, conférence sur les ressources naturelles et le droit de la mer, Georgetown University Law Center, 7 décembre 2015.
- *Recognition and Enforcement of Investment Treaty Awards*, quatrième assemblée de haut niveau sur le rôle du pouvoir judiciaire dans l'arbitrage commercial international, coorganisée par le Département du droit international de l'Organisation des États américains, tenue à Castries, Sainte-Lucie, 23-24 octobre 2014.
- *Trans-boundary Disputes Involving Oil and Gas*, conférences lors des Séminaires de 2013-2014 sur le développement international du pétrole et du gaz, tenues à l'Institut du droit international, Washington, D.C., États-Unis.
- *The Inherent Jurisdiction of ICSID Tribunals*, présentation lors de la cinquième Conférence annuelle sur l'arbitrage portant sur les traités d'investissement, Washington, D.C., 5 avril 2011.